

Mouvement ouvrier et néo-malthusianisme au début du XXe siècle

André Armengaud

Citer ce document / Cite this document :

Armengaud André. Mouvement ouvrier et néo-malthusianisme au début du XXe siècle. In: Annales de démographie historique, 1966. pp. 7-21;

doi : <https://doi.org/10.3406/adh.1967.919>

https://www.persee.fr/doc/adh_0066-2062_1967_num_1966_1_919

Fichier pdf généré le 18/07/2019

MOUVEMENT OUVRIER ET NÉO-MALTHUSIANISME AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

par André ARMENGAUD

*(Communication faite en juin 1965 à la Société
de Démographie historique)*

La misère de la classe ouvrière vient-elle du trop grand nombre des hommes ou de la mauvaise organisation de la société ? Sera-t-elle supprimée par la révolution ou par la limitation des naissances ? C'est ainsi, je crois, qu'on peut très grossièrement schématiser le long débat qui, dès la première moitié du XIX^e siècle, a opposé socialistes et malthusiens. Il n'entre pas dans mon propos d'en étudier ici les longues péripéties. Point n'est besoin de rappeler, par exemple, les violentes attaques de Proudhon contre Malthus. Je note seulement que la question a pris en France une actualité nouvelle, que la polémique s'est ranimée à partir de la fin du XIX^e siècle, et surtout au début du XX^e siècle. C'est qu'alors, en effet, la propagande néo-malthusienne s'est développée dans notre pays, sous l'impulsion de Paul Robin et de la *Ligue de la Régénération humaine*.

Curieux personnage que Paul Robin ! Né à Toulon en 1837, d'un père haut fonctionnaire de la marine et d'une mère profondément catholique, il était entré en 1858 à l'École normale supérieure, il y avait obtenu la licence ès-sciences mathématiques et physiques, et avait été admissible à l'agrégation. Nommé professeur de lycée, il n'avait pas tardé à entrer en conflit avec l'administration, qu'effrayaient ses initiatives pédagogiques. Dès 1865, il était démissionnaire. Il collabora alors à diverses publications et commença à prendre une part active à l'agitation socialiste. En 1866, s'étant installé à Bruxelles, il y adhéra à la section locale de l'Internationale. Bientôt expulsé de Belgique, il continuait à militer en Suisse, avant de rentrer en France au début de 1870. Quelques mois plus tard, il était nommé à l'unanimité, sur proposition de Karl Marx, membre du Conseil général de l'Internationale. Mais il devait en être expulsé l'année suivante, comme partisan de Bakounine. Dès lors, il ne devait plus jouer de rôle important dans cette organisation.

Mais depuis longtemps déjà il s'intéressait aux questions d'enseignement, ou plutôt d'éducation. Il enseigna dans divers établissements britanniques, et c'est alors, semble-t-il, qu'il entra en contact avec les principaux malthusiens anglais et adopta leurs doctrines. Rentré une nouvelle fois en France, il y fut nommé, en 1879, inspecteur primaire à Blois, puis, l'année suivante, directeur de l'orphelinat du département de la Seine, à Cempuis, dans l'Oise. C'est là qu'il entreprit de mettre pleinement en pratique ses idées pédagogiques : il entendait développer harmonieusement toutes les facultés des enfants, physiques, intellectuelles, affectives, morales, artistiques. D'où un système d'éducation où les activités physiques, la vie au grand air, les travaux manuels, tenaient plus de place que les exercices intellectuels. Ces derniers eux-mêmes reposaient avant tout sur l'expérimentation concrète. Système étonnamment moderne à certains égards : l'un des premiers, semble-t-il, Paul Robin organisa des colonies de vacances. Mais la coéducation des sexes, qu'il avait mise en pratique, l'absence d'enseignement religieux et d'enseignement moral traditionnel, dressèrent contre lui de puissants adversaires et il fut révoqué en 1894. Dès lors, c'est à la propagande néo-malthusienne qu'il allait consacrer son existence, jusqu'à sa mort par suicide, peu avant le début de la Grande Guerre.

En 1896 il fondait la *Ligue de la Régénération humaine* dont le programme peut se résumer dans cette phrase : « Le problème du bonheur humain a trois problèmes à résoudre dans cet ordre et dans cet ordre seul : 1° Bonne naissance ; 2° Bonne éducation ; 3° Bonne organisation sociale ». Ainsi, vous le voyez, l'eugénisme — un eugénisme malthusien — vient en premier, le problème de l'organisation sociale passe au troisième rang. C'est là un fait très important : les néo-malthusiens ont tendance à voir dans la restriction de la fécondité la panacée qui guérira à elle seule, ou presque, tous les maux de la société.

Il ne semble pas, d'ailleurs, que l'action de Paul Robin ait eu grand succès avant la fin du XIX^e siècle, d'autant qu'elle paraît avoir été quelque peu brouillonne. Et pendant le séjour qu'il fit en Nouvelle-Zélande en 1898-1899, la *Ligue de la Régénération humaine* semble avoir cessé toute activité. Mais dès son retour, en Juillet 1899, Paul Robin entreprit de la remettre sur pied, et elle reprit son activité en janvier 1900. Ce nouveau départ fut difficile. La presse faisait le silence, et l'organe de la Ligue, *Régénération*, n'eut que sept numéros entre son lancement, en avril 1900, et janvier 1902.

Néanmoins, le mouvement se développa peu à peu. En 1902, Eugène Humbert, militant libertaire, devint administrateur de la *Ligue de la Régénération humaine* et gérant du périodique *Régénération*. Il se montra actif et habile organisateur. Dès lors, un petit groupe enthousiaste, uni, cohérent, mena par la presse, les brochures, les livres, les conférences, etc., la plus tenace des propagandes, et il entreprit de répandre le matériel anti-conceptionnel. Quelques

personnalités de la politique, comme Alfred Naquet, du journalisme, comme Gustave Téry, des littérateurs tels Laurent Tailhade, quelques savants et d'assez nombreux médecins prêtèrent à la Ligue leur aide directe ou indirecte, donnèrent leur adhésion plus ou moins entière, ou en tout cas l'appui de leur nom.

A partir de 1908, il est vrai, des divergences d'ordre pratique et des rivalités personnelles se firent jour parmi les animateurs de la Ligue. Il en résulta plusieurs scissions, mais la propagande continua sans perdre ni de son intensité ni de son succès.

A en croire plusieurs auteurs, ce succès aurait été particulièrement considérable dans le monde ouvrier. Ce qui serait d'autant moins étonnant que la plupart des militants néo-malthusiens avaient eux-mêmes les liens avec le mouvement ouvrier. Gabriel Giroud, gendre de Paul Robin et auteur d'une biographie de celui-ci à laquelle j'ai emprunté de nombreux éléments de ce qui précède, écrit par exemple :

« L'action croissante [de la Ligue], sa prise en sérieuse considération, et la réclame de plus en plus grande à elle accordée, enfin ! par les organes populaires des coopératives, des syndicats, des groupements anarchistes et socialistes firent prospérer l'œuvre avec une telle rapidité et une telle ampleur, que les surpeupleurs s'inquiétèrent ».

Suivant Georges Deherme, dans son livre « Croître ou disparaître », paru en 1910 :

« Sans doute, cette ligue n'eut jamais qu'un nombre très restreint d'adhérents, mais les pratiquants étaient légions ; les formulaires et les pessaies s'enlevèrent [...] ».

« Ce sont les anarchistes qui répondirent les premiers à l'appel de Paul Robin [...] ».

« Puis le néo-malthusianisme pénétra dans les syndicats, entre l'antipatriotisme et le sabotage. »

« Dans les Bourses du travail, on prêcha aux femmes la « grève des ventres » ; beaucoup de journaux corporatifs publient les articles, les réclames, les adresses de sages-femmes et de médecins malthusiens. Les ateliers, et surtout ceux des femmes, sont visités, on y distribue des prospectus, on y fait des *causeries* ».

Enfin, à en croire G. Bertillon, dans « La Dépopulation de la France », la propagande néo-malthusienne trouvait un écho généralement favorable dans les journaux des syndicats, et Maxime Leroy, dans son livre « La coutume ouvrière », qui est de 1913, place parmi les obligations des syndiqués celle de limiter les naissances.

« Sans être statutaire, écrit-il, si jamais elle doit le devenir, elle tend à se transformer en une sorte d'obligation morale déjà précise ».

Et le même auteur énumère la longue liste des organisations

qui se livrent, à l'en croire, à la propagande néo-malthusienne : la Fédération des industries du papier, la Fédération nationale des ouvriers coiffeurs, celle de la voiture, l'Union des Syndicats de la Seine, celle de l'Indre, les Jeunesses syndicalistes de Brest et du Mans, le Syndicat des égoutiers de la Seine, l'Union du Bronze, le Syndicat des graveurs-ciseleurs sur tous métaux, le Syndicat des découpeurs-estampeurs de Paris, le Syndicat des coupeurs et brocheurs en chaussures, etc. Et Maxime Leroy ajoute : « Depuis 1910, il existe une « Fédération des groupes ouvriers néo-malthusiens » qui double en partie la *Ligue de la Régénération humaine* ».

Il y a donc, vous le voyez, convergence de ces auteurs, pourtant très divers, et si je vous ai infligé la trop longue énumération qui précède, c'est pour vous faire sentir à quel point le succès de la propagande néo-malthusienne en milieu ouvrier semble à première vue incontestable. Mais le problème, à ma connaissance, n'a jamais été examiné à fond. Il est pourtant d'un grand intérêt, tant sur le plan de l'histoire de la fécondité que sur celui de l'histoire des doctrines. Il faut donc y regarder de plus près, en faisant usage de quelque esprit critique, en un domaine où les préjugés l'emportent trop souvent.

En réalité, le problème est double. Il s'agit d'abord de savoir si le succès de la propagande néo-malthusienne dans la classe ouvrière a été aussi grand, aussi général que pourraient le faire croire les textes cités tout à l'heure. Je dis bien « la propagande » car il va de soi que je laisse de côté ce que l'on pourrait appeler le néo-malthusianisme spontané, qui n'a certes pas attendu pour se répandre l'apparition de la Ligue de la Régénération humaine. Je m'en tiens au néo-malthusianisme *doctrinal*. Sur ce point, qui suppose des recherches très étendues, je ne pourrai malheureusement apporter que certains indices. Il s'agit ensuite, au cas où des résistances se seraient manifestées, de voir d'où elles sont venues et quelles en ont été les causes. Pour la clarté de l'exposé, je distinguerai, si vous le voulez bien, trois grands courants au sein du mouvement ouvrier : d'abord les syndicalistes, puis les anarchistes, enfin les socialistes proprement dits.

En ce qui concerne les syndicalistes, il n'est pas question de mettre en doute la véracité même des textes que j'ai cités. On peut admettre qu'une partie au moins des militants de base a accueilli favorablement la propagande néo-malthusienne. Certains faits semblent même prouver que celle-ci a trouvé une large audience jusque dans certains milieux ruraux. C'est ainsi que dans son Congrès tenu à Bourges en août-septembre 1912, la Fédération des Bûcherons, affiliée à la C.G.T., vota la motion suivante :

« Considérant l'utilité de la propagande néo-malthusienne qui oppose des arguments irréfutables aux enseignements idiots des repopulateurs, considérant que la doctrine néo-malthusienne conseille avec sagesse aux travailleurs de n'avoir pas plus d'enfants

qu'ils n'en peuvent nourrir convenablement, et leur indique les moyens pratiques d'éviter les nombreuses progénitures ;

« Considérant que la limitation des naissances dans le prolétariat est actuellement l'un des moyens les plus efficaces pour apporter un peu de soulagement à la misère humaine, un peu de mieux-être dans les foyers ouvriers, pour libérer les travailleurs de l'exploitation capitaliste en réduisant le nombre des bras sur le marché du travail.

« Considérant que le néo-malthusianisme est une doctrine très humaine, qui donne à la femme des droits en la libérant des pièges de l'amour, et lui fait connaître les moyens scientifiques de s'affranchir de la tyrannie de l'homme.

« Envoie un salut fraternel aux vaillants militants néo-malthusiens qui luttent avec énergie pour un avenir meilleur en faveur des classes opprimées, au mépris des lois stupides que Marianne III édicte et applique contre eux ».

Il est bien exact, en outre, qu'un journal syndicaliste comme la *Voix du Peuple*, organe de la C.G.T., publia, par exemple en 1910, des articles bibliographiques favorables aux publications néo-malthusiennes, et ouvrit ses colonnes à certains animateurs de la *Ligue de la Régénération humaine* : C'est ainsi que le n° 532 (décembre 1910) contient un article de Louis Grandidier qui se termine par cette phrase :

« Travailleur, si tu veux mettre fin à l'exploitation patronale, à la tyrannie gouvernementale, mets un terme à ton lapinisme : fais moins d'enfants ! »

J'ai également relevé des annonces en faveur de la *Ligue de la Régénération humaine* dans l'*Action Syndicale*, organe des syndicalistes révolutionnaires de Toulouse, n° du 15 juillet 1905 par exemple.

Mais il faut observer que le fait pour un journal d'ouvrir ses colonnes aux propagandistes d'une autre organisation, s'il atteste, certes, une sympathie certaine pour celle-ci, ne signifie pourtant pas que la direction du journal en prenne entièrement les thèses à son compte.

Or, il semble bien qu'une résistance au néo-malthusianisme se soit manifestée au sein même des syndicats.

D'après l'article de Grandidier que je viens de citer (article qu'a d'ailleurs utilisé Maxime Leroy dans son livre sur *La Coutume ouvrière*) :

« Au Congrès confédéral de Bourges de 1904, la Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais et la Bourse du Travail de Saint-Denis déposèrent un rapport qui a résumé toute l'argumentation néo-malthusienne ouvrière ».

Or, je me suis reporté au volume des actes de ce Congrès et je n'y ai trouvé aucune trace de ce rapport : faut-il croire qu'il ait été écarté sans discussion ? Je ne puis que poser la question.

Autre fait : Au sixième Congrès de la Fédération nationale des Cuir et Peaux, tenu à Fougères en septembre 1909, on discuta le rapport d'un syndicaliste nommé Roy, demandant que la Fédération « fasse son possible pour organiser la grève des ventres », et cette motion fut adoptée à une forte majorité, mais un passage de la discussion est intéressant :

— « Aubry (Niort) : Nous avons fait venir 300 à 350 brochures de propagande malthusienne. Nous pensions intéresser les travailleurs. Nous n'avons pas vendu 50 brochures. Il y aurait à craindre que la Fédération n'ait pas plus de succès si nous lui faisons cette obligation ».

— Un autre congressiste demande alors que les brochures ne soient pas vendues mais distribuées gratuitement...

Et une motion demandant l'inscription de la question du néo-malthusianisme à l'ordre du jour du Congrès confédéral est repoussée.

D'autre part, au 3^e Congrès national de la Fédération des Travailleurs du Bâtiment, tenu à Orléans en mars 1910, Picquart, rapporteur sur la question du malthusianisme, déclare :

« Il a paru à votre commission que cette question relève plutôt de la conscience individuelle que des décisions syndicales. Néanmoins, elle croit devoir rappeler que la surprocréation est généralement un indice d'extrême misère, la surpopulation une cause de chômage, la misère une cause de dégénérescence et que pour s'émanciper la classe ouvrière doit être forte au physique comme au moral ».

Je n'ai sans doute pas besoin de souligner l'extrême modération de ce texte. Or, il fut adopté sans discussion. Autre fait encore : au témoignage de J. Bertillon lui-même, la Bourse du Travail à Versailles raya de la liste de ses membres le Syndicat des Coiffeurs, pour avoir organisé une conférence d'une propagandiste de la *Ligue de la Régénération humaine*...

J'incline donc à penser que beaucoup de syndicats ont opposé au moins une certaine indifférence, une certaine passivité à la propagande néo-malthusienne. Certes, je ne dispose encore, vous le voyez, que d'indices fragiles. Mais il me semble qu'il y a là une intéressante direction de recherches et qu'on peut dès à présent conclure, en tout cas, à certaines divergences d'attitude en ce domaine, au sein du monde syndical.

L'unanimité fut-elle plus grande parmi les anarchistes ? La question est mieux connue, grâce aux travaux de M. Jean Maitron. M. Maitron a souligné l'adhésion que les anarchistes individualistes avaient généralement donnée aux thèses néo-malthusiennes : elles s'accordaient avec leurs propres vues sur la famille et la procréation et leur apparaissaient comme capables de porter un coup sensible au régime économique établi en raréfiant les forces de travail. Aussi les journaux *Le Libertaire* et *l'Anarchie* ouvrirent leurs colonnes aux militants-malthusiens et appuyèrent leurs arguments.

D'autre part, après la scission survenue à la *Ligue de la Régénération humaine*, en 1908, de nombreux anarchistes paraissent avoir pris une part importante à la propagande néo-malthusienne, au témoignage de Gabriel Giroud, qui n'hésite d'ailleurs pas à mettre en cause leur désintéressement.

« Il se mit à pleuvoir de tous côtés des apôtres, écrit-il. Toute une phalange « d'avancés » individualistes, anarchistes, socialistes, se précipita sur la vente directe ou indirecte, mais toujours avantageuse, du matériel anticonceptionnel et des ouvrages sur la question sexuelle ».

Bien entendu, des vérifications seraient nécessaires. Mais ce que je peux souligner, c'est que, même parmi les anarchistes, l'unanimité fut loin d'être réalisée.

Dès le début de son action en faveur du néo-malthusianisme, Paul Robin s'était heurté à certains de ses amis anarchistes, comme Kropotkine, Elie et Elisée Reclus. Suivant Giroud :

« Kropotkine lui disait toujours : « Tu entraves la révolution ». Elisée Reclus traita le néo-malthusianisme et l'action de ses militants, dans un périodique libertaire, de *grande mystification*. Et en 1892, le même Reclus avait refusé un article que Robin lui avait envoyé pour insertion dans *La Révolte*.

Le développement de la propagande néo-malthusienne ne fit pas disparaître ces réticences. Même parmi les collaborateurs du *Libertaire* des réserves s'exprimèrent : en septembre 1904, par exemple, Victor Méric exposait que le plus ou moins grand nombre d'enfants ne changerait rien, en système capitaliste, à l'accaparement des richesses par une minorité ; en 1907, Madeleine Vernet s'élevait contre la théorie poussée à l'extrême, qui aboutit non plus à la diminution mais à la suppression des naissances. Néanmoins, c'est surtout parmi les anarchistes proches du journal *les Temps Nouveaux* que se manifesta la résistance la plus sérieuse. Sur le plan pratique, ce journal mit les femmes en garde contre les dangers de l'avortement, et Madeleine Vernet opposa « au droit à l'avortement, le droit à la maternité ». Et surtout, sur le plan théorique, cette tendance du mouvement anarchiste refusa de considérer que le néo-malthusianisme constituait une solution de la question sociale.

Ainsi l'attrait du néo-malthusianisme sur l'anarchisme n'est pas douteuse, mais elle fut loin d'être universelle. Peu de militants se convertirent au malthusianisme au point de s'y consacrer tout entiers en abandonnant le mouvement anarchiste. Et M. Maitron a observé, avec raison, je crois, que le néo-malthusianisme, en prétendant réaliser l'harmonie sociale par la bonne naissance et la bonne éducation était trop éloignée des perspectives de l'anarchisme pour qu'il n'y ait pas au fond divergence entre eux.

Mais c'est sans doute parmi les socialistes proprement dits que les résistances se manifestèrent le plus nettement. C'est chez

eux en tout cas que les oppositions doctrinales furent le plus complètement mises en lumière.

Certes, il est probable que les militants ont parfois prêté une oreille complaisante à la propagande néo-malthusienne. Ici encore de nombreuses recherches restent nécessaires. C'est surtout des cadres et des dirigeants socialistes, semble-t-il, qu'est venue la résistance. En voici quelques preuves :

En juin 1890 et février 1891, Paul Robin tenta de faire insérer dans la *Revue Socialiste* un article nettement malthusien. Son ami Benoit Malon le refusa. En 1894 et 1895, Georges Renard devenu directeur de la même revue, refusa un article que Paul Robin destinait à celle-ci. Et Alexandre Millerand refusa de même l'insertion de cet article dans *La Petite République*.

Certes, quelques hommes en vue, au sein du socialisme étaient assez favorables au malthusianisme. C'est le cas d'Alfred Naquet, le père de la loi rétablissant le divorce, devenu socialiste sur le tard.

« La découverte de Malthus [...], écrivait-il en 1910, dans une brochure intitulée : Néo-malthusianisme et socialisme, nous a révélé un principe à la lumière duquel toutes les réformes sociales doivent être étudiées [...]. Mais elle ne suffit pas à résoudre à elle seule le problème social.

« Ce problème est loin d'avoir une solution simpliste ; et l'école malthusienne tombe dans l'erreur de la solution simpliste lorsqu'elle prétend supprimer la misère en disant aux travailleurs de limiter leur procréation, et en s'en tenant là, tout comme les socialistes s'exposent aux critiques les plus fondées en ne cherchant la cause du mal que dans la forme sociale, et en se refusant à envisager les arguments des malthusiens ».

Si demain, en effet, la société socialiste devenait une réalité, « tout, cependant, ne serait pas dit pour cela.

« Il suffirait en effet, que, profitant de ce surplus de bien-être, les femmes se missent à enfanter sans mesure pour que, avant un siècle, la misère se fit à nouveau sentir ». Comme il n'y aurait plus de place pour tous, les plus forts s'empareraient des moyens de vivre en en privant les autres, et la propriété privée réapparaîtrait.

Par conséquent, Naquet considère que socialisme et malthusianisme sont indispensables l'un et l'autre si l'on veut supprimer la misère. Loin d'être antagonistes, ils sont complémentaires et Naquet déclare expressément qu'il souhaite mettre fin au « malentendu » entre socialistes et malthusiens. Mais je dois dire que, au moins dans l'état présent de mes recherches, Naquet m'apparaît à cet égard comme un isolé. Dans leur ensemble, les chefs du socialisme étaient hostiles au malthusianisme.

« Depuis toujours, si l'on peut dire, écrit dans la même brochure Gabriel Giroud, le gendre de Robin, sous le pseudonyme de Georges Hardy, et aujourd'hui encore, les socialistes, leurs leaders, leurs

comités, leurs militants — à part d'humbles et très honorables exceptions — non seulement négligent ou rejettent la loi de Malthus et le néo-malthusianisme, mais les combattent avec une âpreté qui n'a pas toujours l'excuse de la bonne foi.

«[...] Du côté des collectivistes, Guesde et Lafargue fulminent contre nous, Jaurès se tait, Vaillant est impénétrable. L'*Humanité* silencieuse répand une brochure, éditée par le *Parti*, la plus inepte peut-être qui ait été faite contre la théorie et l'action malthusienne» — Je reviendrai tout à l'heure sur la brochure en question.

Et Giroud-Hardy ajoute en note :

« En 1906, des militants socialistes adressèrent au citoyen Jaurès une lettre dont je possède la copie, dans laquelle on lisait : « Nous croyons devoir vous signaler qu'aucune place n'a été réservée [dans l'*Humanité*] pour traiter ou discuter la question de population, question cependant primordiale, car il nous semble indispensable de proportionner le nombre de bouches qui consomment au nombre de bras qui produisent [...] ».

« Jaurès ne répondit rien. Et l'*Humanité* se tut ».

Certes, au cours des années suivantes l'*Humanité* accepta assez souvent des articles néo-malthusiens, et publia plusieurs fois le sommaire de *Régénération*. Bertillon n'a pas manqué de relever le fait. Mais il oublie de dire qu'elle publia aussi les communiqués de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population... Bertillon, d'ailleurs, reconnaît que Jules Guesde, dans son discours du 27 mars 1906 à Roubaix « a flétri le néo-malthusianisme en termes formels », et que « d'autres socialistes marquants n'ont pas été moins énergiques ».

Il me paraît donc inutile d'insister : L'attitude hostile des dirigeants socialistes n'est pas douteuse, et j'en viens à la recherche des motifs doctrinaux de cette attitude. J'ai dépouillé à ce sujet les deux principales revues, le *Mouvement socialiste* et la *Revue socialiste*. Bien que l'hostilité de la première à l'égard du néo-malthusianisme soit certaine, je n'y ai pas trouvé dans la période étudiée d'article consacré à cette question. Toutefois, une note de bas de page dans un article de Paul Lafarge intitulé « L'idéal socialiste » (sept.-déc. 1903) déclare que la prétendue loi de Malthus constitue « la plus fausse et la plus grotesque erreur du siècle ». On trouve plusieurs articles, au contraire, dans la *Revue socialiste*.

Dès 1897, Désiré Descamps, dans un article intitulé « Le Problème de l'Amour » dénonçait le malthusianisme comme « une erreur et un danger » :

« Une erreur, parce que la solution du problème social dépend de l'état qualitatif de la population et non de son état quantitatif.

« Un danger, parce qu'il innocente l'exploitation économique et l'oppression politique, sources des maux auxquels il importe de mettre fin ».

En 1907, le Dr Oguse soutenait dans la même revue que le malthusianisme ne peut résoudre le problème social et qu'il risque de détourner les travailleurs de la lutte anti-capitaliste.

« Poursuivre la disparition d'une portion quelconque du prolétariat, écrivait-il, est une chimère incapable de réaliser le bien-être de tous et d'améliorer le sort de quelques-uns. La doctrine socialiste [...] prévoit l'affranchissement du prolétariat de tous les pays ; et la tactique socialiste, seule, conduit les prolétaires vers la conquête certaine du bien-être ».

Même point de vue dans une brochure d'un certain Dr Vargas intitulée « Que devons-nous penser du néo-malthusianisme ? » : Tout en reconnaissant que le malthusianisme a sa logique, comme les doctrines révolutionnaires ont la leur, l'auteur s'écrie :

« Mais ce que je ne comprends plus, c'est que l'on soit à la fois malthusien et révolutionnaire ; les deux termes me semblent s'exclure : en réalité [...] le néo-malthusianisme ne tend qu'à améliorer un état de choses dont l'existence n'est pas mise en question et qu'au contraire, nous, révolutionnaires, cherchons à détruire. Rien ne me paraît donc plus anti-révolutionnaire que le néo-malthusianisme ».

Et l'auteur reprend à son compte la pensée de Proudhon selon laquelle le principe de Malthus « est tout la contre-révolution ».

Ainsi, nous retrouvons dans ces différents textes — et la convergence me semble significative — l'idée qu'exprimait Kropotkine, comme nous l'avons vu tout à l'heure : le néo-malthusianisme aboutit à entraver la Révolution. Au demeurant, l'armée de réserve du capital n'est-elle pas aussi l'armée de réserve de la Révolution ? C'est l'idée qu'exprimait un jour Marcel Sembat en réunion publique « sur ce ton gouailleur qui séduisait les foules » : « Mais oui, mon bon Robin, clamait-il, [...], mais oui, plus le peuple fera d'enfants, plus nous aurons de révolutionnaires ».

Toutefois l'exposé le plus complet et le plus solide de la doctrine socialiste — du moins celle du socialisme réformiste — en matière de population est constitué, me semble-t-il, par la brochure de Robert Hertz, publiée en 1910, sous le titre : « Socialisme et Dépopulation », celle-là même que Georges Hardy traitait tout à l'heure de « brochure inepte ». La Revue socialiste, elle, la recommanda chaudement à ses lecteurs dans son numéro de mai 1911. Diffusé par le parti, ce texte, dont l'auteur ne devait pas revenir de la guerre de 1914-1918, ne représente donc pas seulement un point de vue individuel. Permettez-moi d'ouvrir ici une parenthèse : le seul exemplaire de cette importante brochure que je connaisse, et que j'ai découvert à l'Institut français d'Histoire sociale grâce à l'obligeance de Madame Fauvel-Rouif, n'était pas *coupé*, sauf trois ou quatre pages ! J'y vois pour ma part une preuve supplémentaire que les historiens-démographes ont bien des champs en friche à labourer...

Compte-tenu de son importance, permettez-moi, je vous prie, d'analyser cette brochure en entrant dans quelques détails.

La dépopulation, expose Robert Hertz, met la France en état d'infériorité vis-à-vis des autres Etats et fait peser sur la nation des charges militaires de plus en plus lourdes. Or, même si les efforts du prolétariat aboutissent au maintien de la paix « un rayonnement puissant de la culture française est indispensable à la civilisation socialiste de demain » et ce rayonnement dépendra pour une part du nombre des Français. De plus, la dépopulation menace d'amoin-drir les nations civilisées, précisément dans la mesure où elles sont des foyers plus intenses de pensée libre et de démocratie sociale : les socialistes doivent donc la combattre, car ce sont « les peuples les moins civilisés, les plus asservis, qui ont la natalité la plus élevée ».

Au demeurant, la France, moins peuplée que ses voisins, ne doit pas craindre le surpeuplement : « le danger qui nous menace ce n'est pas que l'homme meure faute de terres, mais c'est plutôt que la terre meure faute d'hommes ». Les campagnes gasconnes et normandes, dépeuplées, sont en décadence économique. Il est faux que la diminution de la population permette à chacun d'obtenir une part plus grande de la richesse nationale : en réalité, la diminution de la natalité restreint le marché intérieur et tend à intensifier le chômage. De plus la croissance de la population stimule l'esprit d'invention et d'entreprise. Enfin les militants révolutionnaires doivent être frappés du fait que la diminution de la natalité entraîne le vieillissement, qui favorise la routine et fait obstacle à tout progrès technique ou social. La décroissance du nombre des ouvriers français diminuerait leur force de résistance et de lutte, et la raréfaction de la main-d'œuvre nationale se traduirait par un afflux d'immigrants pauvres, réfractaires à la propagande syndicale et prêts à accepter de bas salaires, ainsi qu'il arrive déjà dans le Bassin de Briey.

Certes, la liberté des couples doit rester entière :

« A coup sûr, s'il plaît à un ménage de prolétaires d'améliorer leur situation en n'ayant pas d'enfants, ils sont libres : c'est là une affaire personnelle, qui ne regarde qu'eux. Mais en restant stériles, ils n'ont pas plus contribué à l'émancipation de leur classe qu'un ouvrier qui devient marchand de vin n'a supprimé le salariat [...]. L'intérêt des ouvriers n'est pas de faire le moins d'enfants possible, au contraire, mais c'est d'obtenir, par une mise en demeure impérieuse, que la société leur fournisse le moyen d'élever leurs enfants, et d'en faire des hommes sains et forts, au physique et au moral ».

La diminution de la natalité, poursuit l'auteur, résulte de facteurs sociaux, et l'action des néo-malthusiens n'y a pas eu une part appréciable. Elle varie d'ailleurs avec les classes sociales. La bourgeoisie préfère l'épargne à la fécondité : « Et c'est ainsi que la bourgeoisie travaille au suicide de la France pour pouvoir arroser

de son or la caisse percée du tsarisme et les caisses communicantes des trusts américains». Seuls les prolétaires sont féconds. Pour améliorer leur sort, les théories malthusiennes sont inefficaces. La solution se trouve dans la doctrine « qui veut que la nation se regarde comme une grande famille, responsable du bien-être et de la santé de tous ses enfants ».

Il ne suffit pas d'accorder aux parents féconds de menus avantages.

« Ce qu'il faut, c'est modifier par un ensemble de mesures coordonnées le milieu social et les conditions d'existence des différentes classes, de manière à agir sur leur volonté et sur leur développement ».

Il faut réduire la mortalité, par la création d'un ministère technique de l'hygiène sociale et par la lutte contre la misère; il faut réduire la mortalité infantile par l'établissement d'un réseau serré de consultations municipales de nourrissons, par un contrôle rigoureux des laiteries ou mieux l'institution d'une régie directe du lait pour nourrissons, par l'institution du repos obligatoire pour les jeunes mères de la classe ouvrière. Il faut accroître la natalité en accordant des pensions aux mères, de manière à ce que leur salaire ne soit plus indispensable au foyer; en dégrevant en matière fiscale les familles fécondes, au développant les œuvres complémentaires de l'école et en instituant la gratuité de l'instruction à tous les degrés, enfin en multipliant les emplois par l'intensification de la production nationale et par une organisation rationnelle du marché du travail.

« Ce n'est pas notre faute, conclut l'auteur, si les seules mesures qui puissent efficacement enrayer la dépopulation sont essentiellement d'esprit et d'allure socialistes ».

Je m'excuse d'avoir abusé de votre patience, mais il m'a semblé utile d'insister sur ce texte très dense, fortement charpenté, que ne désavouerait pas, je pense, la postérité intellectuelle d'Adolphe Landry, et où l'on trouve tant d'idées qui sont passées depuis lors dans les faits.

Vous m'accorderez en tout cas, je l'espère, au terme de cet exposé, que la doctrine socialiste n'était pas malthusienne. Certes, il reste à mesurer son degré exact d'influence sur la pensée et le comportement des militants et des sympathisants. Dans quelle mesure ceux-ci et les syndicalistes avec eux, ont-ils été infidèles à cette doctrine et sensibles à la propagande néo-malthusienne? Je ne puis encore, je le répète, le préciser avec une exactitude et une rigueur suffisantes. Tout au plus pouvons-nous tenir pour acquis que cette propagande a eu surtout du succès dans les milieux de tendance libérale. Encore faudrait-il connaître la consistance et l'importance de ceux-ci. Quelle force représentaient-ils au sein du mouvement ouvrier? Dans quelle mesure ont-ils influencé les autres tendances de ce mouvement? Sur ces points, le problème reste posé.

Pourquoi d'autre part, les Congrès socialistes n'ont-ils jamais discuté de la question du néo-malthusianisme ? Craignait-on qu'une discussion fit apparaître au grand jour une divergence d'attitude entre la base et les organes de direction ? Je ne puis que poser la question.

Un autre problème, enfin, est soulevé par l'évolution ultérieure du socialisme. Ce n'est pas, je crois, simplifier arbitrairement, que de dire qu'entre les deux-guerres, la S.F.I.O., et plus généralement les partis sociaux-démocrates, ont été nettement malthusiens. La base l'aurait-elle emporté sur les cadres et sur les doctrinaires ? Ou les populationnistes auraient-il été plus affaiblis que les malthusiens par la scission de 1920 ? Ou faut-il croire, comme l'hypothèse en a été faite (1), que les propagandistes néo-malthusiens, chassés des réunions et lieux publics par la loi du 31 juillet 1920, se soient rabattus sur les réunions privées des syndicats et du parti et y aient fait de nombreux prosélytes ? Autant de questions encore sans solution.

Je ne prétends pas vous le voyez apporter de conclusion définitive. Mais j'espère vous avoir montré combien nombreuses et intéressantes sont les directions de recherches qu'ouvre le problème que j'ai abordé, et plus généralement le problème, beaucoup plus vaste encore, de l'attitude de l'opinion publique devant les problèmes de population dans le passé

A. ARMENGAUD.

NOTE

(1) G. BELTRAMI, *La provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle*. Thèse de droit.

DISCUSSION

Madeleine REBÉRIOUX :

Le mouvement socialiste n'a jamais débattu officiellement en France des problèmes du malthusianisme, tout au moins dans les années qui s'écoulaient entre l'unité et la guerre. Mais l'optimisme profond, la confiance globale dans le progrès qu'éprouvent beaucoup de socialistes, et l'imprégnation marxiste de ceux qui viennent du Parti Ouvrier Français, font que, dans son ensemble, le socialisme français est antimalthusien. Chez les Guesdistes d'ailleurs cela relève d'une position plus générale : ils sont contre tous les « ismes », tous les combats partiels qui risquent, selon eux, de détourner le parti du combat pour le seul « isme » qui compte, le socialisme. Quant à Jaurès, son sens de la plénitude de la vie le rend hostile à toutes les restrictions ; il s'oppose à toute limitation de la production comme de la natalité.

Il existe toutefois un courant non négligeable en sens opposé. On le voit s'exprimer dans certains journaux socialistes locaux et, à Paris, dans la *Guerre sociale*. Il se recrute en particulier dans les anciens milieux allemanistes, chez les « hervérotés » rejoints par certains guesdistes, comme la Docteresse Madeleine Pelletier. Ils tirent argument de la guerre menaçante (avoir des enfants, c'est fabriquer de la « chair à canon »), de la surproduction agricole, de l'épuisement de la femme ouvrière. Il faudrait voir si, indépendamment des grandes villes où se heurtent toutes les idées, ce ne sont pas les régions de petite viticulture et certaines catégories de l'artisanat urbain qui fournissent au malthusianisme ses bases en milieu socialiste.

Lorsque le danger de guerre se précise, entre 1911 et 1914, les formulations malthusiennes reculent dans la presse locale ; le mouvement socialiste axe presque partout son opposition à la guerre sur la lutte de masse contre la loi de trois ans inefficace et funeste, plus que sur le refus de fabriquer de la chair à canon. Les résultats de la politique « bourgeoise » de limitation des naissances sont dénoncés comme donnant des arguments aux partisans de la loi. Dans quelle mesure y a-t-il, à l'arrière plan, une inquiétude patriotique ?

Mme KRIEDEL :

J'ai trouvé passionnante les questions soulevées. Il s'agit, au fond, de toute l'attitude du socialisme *devant la vie*. C'est là une question fort complexe. On peut laisser de côté ce qu'a de mystérieux le fait qu'une génération soit nataliste, une autre non. Mais, si l'on peut discuter de l'unité de doctrine du mouvement socialiste, il n'en reste pas moins que la pratique du mouvement ouvrier est nettement malthusienne. De nombreux dirigeants du mouvement ouvrier, à la

veille de la guerre de 1914, par exemple Merrheim, Monatte, Rosmer, etc., n'avaient pas d'enfants, bien que, en l'occurrence, leurs ménages fussent, semble-t-il, très unis. Ils affirmaient volontiers ne pas avoir eu d'enfants par exigence révolutionnaire. Hors de France, Lénine non plus n'a pas eu d'enfants, ce qui semble correspondre à une détermination profonde. Par contre, Marx en a eu six : mais le comportement de Marx dans ces matières à des racines très différenciées que ne saurait expliquer seule l'idée qu'il se faisait de ses devoirs de dirigeant révolutionnaire.

Je suis également frappée de la continuité de cette pratique après 1914, quelle que soit officiellement la doctrine. Actuellement, dans les démocraties populaires, la dénatalité, du moins la dénatalité urbaine est très accentuée ; il y a un malthusianisme général, ce qui, à la rigueur, pourrait s'expliquer par des motivations économiques dans des pays comme la Pologne où la pression démographique demeure forte, mais ce qui ne peut s'expliquer de cette façon dans des pays comme la Hongrie et la Bulgarie.

On peut aussi se demander s'il n'y a pas eu depuis la guerre en France un changement d'attitude mais de sens contraire. Il faut se souvenir par exemple, qu'autrefois les affiches électorales des candidats socialistes, et même longtemps des candidats communistes, ne mentionnaient jamais le nombre de leurs enfants.

Quelle extraordinaire différence avec la pratique actuelle ! En tout cas, il n'y avait, au départ, aucune différence entre communistes et socialistes.

On aperçoit d'ailleurs fort bien les motifs de la résistance socialiste au néo-malthusianisme :

— le néo-malthusianisme apparaît comme réformiste, ce qui lui vaut l'hostilité des révolutionnaires ;

— le courant patriote hésite devant les conséquences du néo-malthusianisme ;

— les socialistes considèrent que le néo-malthusianisme risque de les priver d'une partie de leur électorat (il existe un texte de Bebel en ce sens).

Le cas de Naquet est un peu différent : le malthusianisme des francs maçons est à base anti-religieuse.

Par contre le lien est étroit entre féminisme et néo-malthusianisme. Le féminisme a eu l'intuition profonde du fait que l'émancipation féminine en général était liée à la limitation du rôle maternel de la femme. On peut d'ailleurs le vérifier *a contrario* : le renouveau actuel de la natalité dans les sociétés occidentales, notamment aux Etats-Unis (par rapport à l'avant guerre) est lié à un recul du féminisme et à une remise en cause des conquêtes faites par celui-ci au cours des cinquante dernières années.
